

Extraits du livre de  
**Raymond Lagardère**

## **Sous les grands pins – Mon passé, mes espoirs**

(réédition de 2011)

*Fin de la première édition, page 130 et suivantes :*

### **Mémoires de combat**

Ces dizaines d'années d'activité pratiquement, essentiellement syndicales, ont été je crois bien remplies. Mais mes rêves de jeunesse accompagnant, motivant mes engagements restent des rêves. Je crois toujours au triomphe de la justice, de l'humanisme, à la paix, à la solidarité. Pour ma forêt, je vois toujours en rêve une ruche vivante, active, prospère, accueillante. Pourtant, il me semble que l'on s'en éloigne imperceptiblement, et, je le crains, inexorablement. Le gemmage qui permettait que l'homme soit omniprésent, c'est terminé. Aujourd'hui, je vois une menace : que le même processus de disparition du gemmage soit enclenché pour le bois, au moins pour certaines catégories. Par exemple, le petit bois est traité avec négligence, donc sous payé. Et il est déclaré non rentable. Mais il y a besoin d'exploiter, c'est absolument nécessaire pour la conduite des peuplements, car c'est bien à ce moment-là que la valeur future de la forêt se matérialise. Ce phénomène sur le petit bois survient alors qu'il y a peu, il était envisagé une forêt papetière, majoritairement. On est loin de la forêt gemmière avec les pins de place à 7 mètres les uns des autres. Quand on parle du bois de sciage du pin maritime, vient aussitôt le problème de la concurrence des bois venant de l'est ou d'Afrique. Cela me rappelle les campagnes d'il y a cinquante ans sur les importations de produits résineux et de White Spirit. La production de résine a été en quelque sorte délocalisée. Les effets de la mondialisation peuvent, sur la même lancée que jadis, atteindre nos bois. Je crains de ne pas exagérer. La propriété change également. Elle changera encore. Le propriétaire résident local devient très rare. Dans le foncier, deux phénomènes interviennent : le morcellement résultant de successions répétitives et la naissance de grosses propriétés gérées en sociétés ou par des groupements forestiers. Dans la gestion également ça évolue. Du temps des propriétaires locaux, qui n'avait pas son régisseur ? Aujourd'hui, cette gestion est assurée par des organismes structurés. L'instrument dominant est la coopérative forestière Sud-Atlantique qui jumelle gestion et exploitation.

Parlons du matériel de travail : le passe-partout, le bros et la paire de mules, c'est loin ! Pourtant, ça ne représente en temps qu'un peu moins de la durée de vie d'un être humain. Les techniques évoluent à pas de géant. Même la scie à moteur est supplantée par les gros engin à tête d'abattage. Mais, à côté ou en parallèle, de quelle manière pense-t-on aux hommes ? Ils sont pratiquement devenus accessoires. Plus il y a de progrès, plus l'individu est vissé à sa machine. Il en est l'esclave. La machine doit être rentabilisée. De cette rentabilité, l'homme travailleur ne voit même pas la couleur. N'est-ce-pas à la fois outrageant et aussi inhumain ?

Et l'exploitation forestière, comment se pratique-t-elle ? Evidemment, pas question de revenir aux poteaux dimensionnés pour les galeries des mines, ni à la meule charbonnière et ses stères confectionnées avec les cimes ou les fagots pour les boulangers. J'observe que ce ne sont que les parties les plus rentables des arbres qui sont exploitées. Exploiter rationnellement, méthodiquement n'est plus de mise. Nous sommes à l'époque de la calculette, à vitesse accélérée. Le problème est de faire du fric rapidement. A force, on finira par buter dans le mur, aucun produit ne présentant plus assez de rentabilité en terme capitaliste.

Sans doute que je rêve encore. Je vois le pin maritime correctement élevé durant son cycle, pour qu'il devienne un bon sujet adulte offrant toute une riche gamme de produits de qualité.

De la résine, pourquoi pas, nos industries en consomment. Du bois pour la charpente, l'ameublement, le papier, le chauffage. Ce faisant, on laisserait une forêt propre, après l'exécution des coupes. Aujourd'hui, une coupe rase offre à la vue un paysage désolant. Une guerre semble être passée par là. La forêt laissée propre, je suis persuadé que les travaux de régénération seraient moins onéreux et la prolifération des insectes du bois moins importante.

Ce cheminement nouveau suppose une globalisation de la gestion de l'exploitation forestière, et non pas une découpe en rondelles de saucisson. C'est encore du rêve peut-être, pourtant ça me paraît découler du bon sens.

Techniquement nous savons transformer tous les produits du bois pour des besoins divers et utiles à la vie quotidienne, mais, dans l'ensemble, chacun est pris dans le tourbillon, à la fois faire du fric et gaspiller.

Peut-être que si je sortais de l'ENA ou d'une école de haute formation, je n'aurais pas la même vision des choses. J'ai fait essentiellement l'école de la vie. Mon bagage, c'est le certificat d'études primaires, obtenu après sept ans de scolarisation, puisque de 12 à 14 ans j'étais « intermittent de l'école ». J'ai eu la chance de pouvoir suivre des stages syndicaux, notamment à Courcelles, avec la CGT. J'ai aussi participé à des écoles du Parti communiste français, dans le département et également en région parisienne, à Viroflay. C'est très probablement là que j'ai pu le mieux cultiver ce que j'avais déjà dans mes idées. Mais pour celui qui a la soif d'apprendre, d'observer, d'analyser, d'agir, c'est dans la vie quotidienne que ça se passe. Souvent, ma mère disait à qui voulait l'écouter que je ferais curé ou facteur. J'ai été militant, n'est pas un sacerdoce ? Si c'est cela, elle avait vu juste.

J'ai raconté mon parcours. Des événements vécus indépendants de ma volonté, ou ceux provoqués par des actions concertées. Surtout j'ai souhaité rendre compte de la vie et de la disparition du gemmage en le prenant à partir de la première guerre mondiale et en enchaînant sur la période où je fus chargé de responsabilités. Non pas que l'histoire de la résine prenne corps à ce moment car elle est visible dans les temps ancestraux, mais j'ai voulu montrer deux choses : l'âpreté des rapports entre l'organisation des propriétaires et les embryons du syndicalisme, traversés par des courants de révolte, avant de devenir un syndicalisme de proposition et / ou de construction, et aussi les rapports difficiles avec les pouvoirs publics marqués par la quasi-absence d'écoute.

De nos jours il est difficile, voire impossible, de reconstituer le contexte dans lequel vivait la population : vingt mille gemmeurs, des artisans, des commerçants, des propriétaires. Une ruche en pleine activité. Si ce récit apporte des éléments de compréhension et de mémoire, c'est tant mieux.

Juillet 2004.

---

*Complément ajouté dans la réédition de 2011, page 143 et suivantes :*

## **ALORS... ON FAIT AVANCER !**

Par Raymond LAGARDERE

En juillet 2004, j'ai raconté un parcours, au cœur de l'exploitation de résine des pins maritimes de Gascogne.

Le but était de mémoriser la lutte des résiniers autant sur le champ social que sur des propositions économiques.

Durant des décennies, j'ai assumé des responsabilités premières dans leur organisation CGT, à structure régionale.

Depuis 1990, fin programmée, sûrement depuis longtemps, de la production de résine, sa reprise revient cycliquement d'actualité, de source sérieuse, certes, mais limitée.

Dans cette mouvance, mon ami Claude Courau, ancien de la profession, que l'irrégularité des rémunérations avait chassé, et parvenu à la retraite, a cherché et découvert un système pour produire différemment. Ce système, novateur, permet l'écoulement du produit, en vase clos, donc à l'abri de l'air et de l'eau. Incontestablement, le procédé valorise considérablement la qualité de la résine, par rapport aux systèmes antérieurs. Des pays étrangers s'y sont intéressés. Par exemple, la Finlande avait invité Claude à venir présenter sa découverte. Notre presse régionale en avait parlé. Ce projet n'a pas eu de suite.

Avec Claude Courau, nous expliquons, devant des auditoires de compositions diverses, que la résine n'est pas un produit obsolète, contrairement à ce qui a été colporté ces dernières dizaines d'années.

Globalement, la résine est particulièrement riche par ses composantes. D'innombrables parties sont

industriellement recherchées et utilisées. Des spécialistes affirment même qu'elles sont irremplaçables dans plusieurs fabrications. [...]

## **Courte vue**

Chaque fois que l'on parle de remettre en route la résine, le public exprime son accord. Il y a tout de même des résistances, des oppositions qui pour le moment s'imposent. Ce sont sûrement et essentiellement les groupes industriels qui ne se soucient que de rentabilité. Le problème c'est que ces « puissants » sont écoutés par les politiques placés aux commandes du pays, et qui ne sont guidés que par le marché.

De ces politiques à courte vue, j'en garde le souvenir.

Dans les années de 1965 à 1970, le réseau gascon des chemins de fer économiques a été détruit. C'était un réseau structuré remarquablement, desservant intelligemment le massif forestier. Créé vers 1860 pour l'essentiel et en 1906 pour le tronçon Luxey-Mont-de-Marsan.

Tous les produits forestiers allant dans les ports ou les industries transitaient par là. S'y ajoutait le trafic voyageur. Au lieu de moderniser par l'investissement, les politiques et le préfet ont cédé aux pressions, et démolit réseau et personnel. Imagine-t-on aujourd'hui le soulagement routier si ce réseau existait encore, et bien sûr modernisé. La aussi, ceux qui s'opposèrent, la CGT en particulier, furent qualifiés de passéistes. Dans les mauvais coups, il y a toujours un problème de rentabilité. L'intérêt général, le côté humain, ne comptent pas, ou peu.

## **Des propositions**

Cela me fait revenir à la résine. Dans le débat, ou les débats en cours, il est, je pense, judicieux et peut-être obligé de jeter en avant des idées toutes simples, pour que se déroule la démarche de réactualisation de cette branche économique. [...]

Sur cette lancée, ce n'est pas seulement l'activité sur la résine qui est en jeu. Elle ne constitue qu'une petite partie de la question forestière en Aquitaine, et au-delà. Il y a une publicité qui affirme, parlant du cochon, « dans le cochon, tout est bon ». Et bien, il faut savoir qu'il en est de même dans notre pin maritime.

Quand on l'exploite, il ne devrait pratiquement rien rester sur le chantier. Mais à l'image de ce qui se pratique couramment, n'est exploité que ce qui est rentable sur le marché. Ainsi, pour le pin maritime, le principal se passe autour du sciage et de la papeterie. Le reste est soit à l'abandon, ou en difficulté, considéré comme non rentable.

Pourtant, grâce aux recherches, on sait depuis des dizaines d'années fabriquer des produits utiles au quotidien.

Finalement, cette façon de gérer est nuisible. Les bois non utilisés, laissés sur les coupes, sont préjudiciables à la bonne santé de la forêt. A ce sujet, les chercheurs pourraient s'exprimer, car la santé forestière est à l'ordre du jour. Par les tempêtes successives, la nature nous le rappelle. Une question survient : les méthodes culturelles d'aujourd'hui ne fragilisent-elles pas nos forêts ?

Les ravages provoqués par la chenille processionnaire sont extraordinaires, et les scolytes en plus. Certes, les actions de prévention n'ont pas été à la hauteur, avec l'excuse que c'est coûteux. Appel est fait à des interventions de la collectivité nationale, bien qu'il s'agisse majoritairement de propriétés privées. Il ne s'agit pas pourtant de rejeter le soutien public, car la forêt conditionne toute vie possible sur notre planète. Les forêts sont nos poumons.

Une aide sélective serait juste, car pour le moment le plus grand nombre de propriétaires s'interroge. Pour bénéficier des aides, il faut de la surface. Considérant le petit nombre de possédants, 10%, disposant de 60% du massif, on comprend vite qui influence les décisions dans la filière bois. Il faut savoir aussi que la Caisse des dépôts et consignations a créé plusieurs sociétés forestières et que nombre de compagnies d'assurances ont pas mal de surfaces. Sur un siècle, la propriété s'est donc transformée.

L'exploitation, avec les progrès mécaniques, a évolué, et les travaux de régénération également. De mon point de vue, on peut se poser la question s'il est judicieux de toujours opter pour l'utilisation d'engins de

plus en plus lourds pour les travaux forestiers, cela au titre de la performance. Un matériel plus léger ne serait-il pas davantage approprié, parce que moins agressif pour l'environnement ? [...]

Dans l'évolution, il faut remarquer la recherche acharnée de réduire le cycle d'exploitation. Toute la recherche est fixée là-dessus. Le pin ce n'est pas du maïs, mais on nous explique qu'il faut rechercher la rentabilité. Cela ne me paraît pas être le bon chemin, notamment pour la qualité des produits. Concernant la qualité, des têtes pensantes ont inventé, il y a peu, le document dit de « certification ». Je ne vois pas encore ce que ça change.

A l'évidence, sous nos yeux, tout se transforme.

La génération me précédant, c'était les bergers, puis les résiniers, les métayers, les bûcherons et scieurs, maintenant il n'y a plus que des « motorisés ». Avec les métayers et petits propriétaires existaient des îlots agricoles. Il est même sûr que les surfaces cultivées étaient supérieures à celles de maintenant.

Evidemment, on ne va pas revenir à cela. Mais je ne crois pas erroné et injuste de penser que les grandes surfaces agricoles d'aujourd'hui sont agressives pour la vie du massif forestier. A l'époque de leur création, pour s'inscrire intelligemment dans la protection de la forêt contre les incendies, il aurait été mieux d'opter pour des structures de taille familiale et disposées différemment. C'est ce que proposaient à l'époque la Fédération des métayers-gemmeurs CGT et aussi la Caisse de prévoyance des Landes de Gascogne.

## **Faire ou ne pas faire**

Les tempêtes successives font ressurgir une question qui a marqué la vie en Gascogne : faut-il refaire, ou ne pas refaire notre massif forestier ? Ça et là on se bouscule pour le photo-voltaïque, c'est peut-être juteux. Ailleurs, on se demande si on va remettre du pin ou autre chose.

Les anciens en ont tenté des expériences : l'eucalyptus, le bambou, le tabac, la vigne, l'arachide, j'en passe.

C'est le pin maritime qui s'est imposé. Naturellement, dans le chantier de la reconstruction, il ne faut pas faire n'importe quoi. Pour chaque nature de terrain, il faut déterminer quelle essence est la plus adaptée.

Nous avons des terres pour pas mal d'essences, les chênes bien sûr, les robiniers, les châtaigniers, les bois blancs, etc.

J'ajoute, baser la recherche exclusivement sur le critère de la rentabilité me semble hasardeux. Sans doute que, par l'obligation d'accélérer la pousse par divers traitements, on peut nuire à la nature et par répercussion aux humains.

Un massif forestier tient un rôle extraordinaire dans la vie de la planète, raison majeure pour le respecter et rester sérieux, et notamment proscrire l'utilisation de défoliants.

## **Une politique forestière novatrice**

C'est dire l'importance de proclamer haut et fort que nous avons besoin d'une grande politique forestière, construite pour les humains. J'en viens à poser cette question fondamentale, et je ne suis pas le seul : « La France a-t-elle une politique forestière ? »

Jusqu'à présent, chaque dizaine d'années, le gouvernement en place sollicite un rapport public, et saisit parfois le conseil économique et social. Sous des gouvernements différents, je me souviens des rapports de Jouvenel, Proriol, Bétolaud, Duroure, Bianco. Il y en a eu d'autres. Ceux que je connais avaient un point commun : chacun affirmait que l'on pouvait créer cent mille emplois dans la filière bois. C'est bien le contraire qui se produit. Autrement dit, du discours à la réalité, il y a un océan.

Le besoin d'une politique forestière doit être abordé différemment. Il faut opter pour la voie démocratique et sortir des cloisons étanches. En vérité, il s'agit de pratiquer le débat national. Obtenir que tout le monde réfléchisse à ce qui est attendu de l'existence des forêts, de leur rôle dans et pour une société organisée.

C'est une vaste ambition. Il faut la tenter puisque tous et chacun sommes concernés. On sait par avance que les idées ne manquent pas. Evidemment, il existe des antagonismes partant de situations sociales différentes et en opposition. Il faut faire accepter le débat démocratique justement parce que les intérêts en jeu ne sont pas identiques.

Tout le monde sait que le propriétaire forestier attend des revenus, que l'industriel veut des matières premières à moindre coût, que le travailleur veut recevoir de quoi vivre décemment, que le chasseur veut pouvoir traquer son gibier sans difficultés, que le chercheur de champignons veut se rendre là où ils poussent, que le randonneur tient à circuler à son aise.

Mais tous ont besoin de la forêt pour vivre, respirer.

C'est donc bien à l'écoute de tous et par des échanges que pourra se construire notre politique forestière novatrice.

Le résultat, obtenu avec les intéressés, ne sera pas arbitraire mais simplement démocratique.

Parvenu au terme de ce complément, estimé nécessaire au récit publié en 2004 et faisant l'objet de cette réédition, je me dois d'écrire que j'ai pensé laisser tomber le chantier en janvier 2010 lors du décès de mon épouse, après soixante et une années de parcours commun.

Mais, dans ma tête, je revoyais cette foule de gens accompagnant ma défunte et la famille. La foule des grands convois funèbres pour un village comme le mien.

Toutes les familles représentées, et d'autres en dehors de nos murs.

Je revoyais les syndicalistes de la CGT, les politiques, les mutualistes, les structures forestières, les élus, venir nous témoigner leur sympathie solidaire. Dans nos activités, nous nous étions côtoyés ou affrontés et nous avons souvent lutté ensemble.

Ce regard porté sur un pareil événement m'a réveillé dans ma peine, et incité à reprendre la réflexion et le stylo.

Alors, je me suis remis à la mémoire et à tracer des perspectives qui, de mon point de vue, sont indispensables et à la portée des gens si peu qu'ils s'en occupent.

La richesse existe, mais outrageusement accaparée par une caste.

Pour tous les autres, restent les miettes, la précarité et les soucis de toute nature. M'inspirant du vécu et des pas en avant franchis par la lutte, je crois raisonnablement que l'on peut, que l'on doit, construire une société nouvelle digne d'un pays comme la France, riche de son histoire.

Naturellement, ce chemin appelle, exige que les citoyennes, les citoyens décident, comme l'on dit « de mettre la main à la pâte ».

Avril 2011.